
Pouvoir d'État et pouvoir sur les médias : l'hégémonie du capital et ses monopoles

Geoffrey Geuens

Citer ce document / Cite this document :

Geuens Geoffrey. Pouvoir d'État et pouvoir sur les médias : l'hégémonie du capital et ses monopoles. In: Quaderni, n°57, Printemps 2005. Gramsci, les médias et la culture. pp. 93-100.

doi : 10.3406/quad.2005.1664

http://www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2005_num_57_1_1664

Document généré le 17/10/2015

pouvoir d'État et pouvoir sur les médias : l'hégémonie du capital et ses monopoles

Geoffrey
Geuens

Université de Liège

« N'en déplaise aux contempteurs post-modernes toujours pressés de qualifier de préhistorique tout langage qui ne reflète pas leur propre soumission à l'ordre dominant, il faut bien convenir qu'il est des vocables dont la capacité à appréhender le réel n'a rien perdu de son efficace ».

Georges Labica

Après une longue éclipse, la pensée gramscienne semble en voie de retrouver un écho favorable dans le domaine des sciences humaines. Si l'ancien dirigeant du parti communiste italien demeure l'un des rares théoriciens marxistes à être encore étudié dans les milieux académiques et universitaires européens, ce n'est pas tant à son tragique destin qu'il le doit, qu'au caractère proprement révolutionnaire de sa pensée, évitant aussi bien l'écueil de l'économisme le plus étroit – qui est celui de l'orthodoxie gauchiste – que l'idéalisme trompeur des différentes variantes de l'idéologie dominante.

L'appareil conceptuel forgé par Antonio Gramsci, structuré autour de notions majeures telles que celles d'*hégémonie*, d'*intellectuel organique* ou de *bloc historique*, constitue aujourd'hui encore une référence incontournable non seulement pour appréhender au plus près de la réalité sociale la nature dialectique du lien unissant structure économique et superstructures, mais également pour définir dans ses contours précis le dispositif d'encadrement général mis en place par la classe dominante.

L'objectif des pages qui suivent est triple et, par là même, programmatique. Il s'agira, d'abord, de redéfinir théoriquement quelques concepts clés

formulés par Gramsci dans l'étude des rapports entre instances économique, politique et idéologique. Ensuite, il conviendra de réévaluer ou, plus exactement, de réactualiser cette pensée à la lumière des travaux sociologiques de Pierre Bourdieu. Sans ignorer les fossés théorique et académique qui séparent ces deux courants de recherche, nous pensons néanmoins qu'il est possible de les articuler, en certains points s'entend. Ainsi en est-il des concepts d'hégémonie, d'homologie ou encore de multipositionnalité qui, bien que s'inscrivant dans des paradigmes différents, n'en sont pas moins complémentaires. Enfin, il restera à évaluer l'intérêt pratique de ces outils en ce qu'ils prémunissent, c'est du moins notre hypothèse, d'une certaine pensée « altermondialiste » marquée par le fétichisme de l'État, du marché et du « bien commun ». C'est donc bien à une véritable sociologie des lieux de pouvoir à laquelle nous invite Gramsci et, plus particulièrement, à une analyse aussi serrée que possible du fonctionnement de ce que nous nommerons, à sa suite, l'*hégémonie* du capital.

L'intellectuel gramscien comme ciment du bloc historique

Dans le domaine de l'analyse marxiste des productions symboliques, l'originalité d'Antonio Gramsci réside dans son refus d'accorder la primauté définitive au moment économique ou au moment politico-idéologique. En ce sens, son matérialisme se définit non tant par l'intérêt porté aux rapports et forces de production dont le droit, l'État, ou les idées ne seraient que de vulgaires et mécaniques reflets, que par l'étude du lien organique réalisant l'unité infrastructure-superstructure au sein de ce qu'il nomme *bloc historique*.

Ainsi, bien que déterminé en dernière instance par l'infrastructure, le superstructurel n'en conserve pas moins une relative autonomie ainsi qu'une place privilégiée au sein de ce bloc. Les idéologies, discours et autres représentations sociales ne se réduisent donc pas à de simples productions arbitraires et individuelles, mais s'identifient au contraire à des forces historiques à part entière, organiquement liées à la classe dominante. La notion de bloc historique se révèle dès lors, a rappelé Christine Buci-Glucksmann, « *inséparable d'une approche nouvelle des intellectuels comme fonctionnaires des superstructures, comme organisateurs de l'hégémonie à tous les niveaux de la société* »¹.

S'il est indéniable que le rôle hégémonique et le statut social des intellectuels *organiques* les prédisposent à occuper le « *lieu géométrique des rapports entre les classes, ce qui contribue à les faire apparaître comme classe moyenne* »², il n'en demeure pas moins que ces derniers entretiennent d'étroites relations de proximité avec les secteurs de la haute finance, de l'industrie ou de l'appareil d'État. Cependant, comme le fait très justement remarquer Gramsci, les intellectuels ne peuvent exercer cette direction culturelle qu'à la seule condition d'apparaître comme indépendants et détachés « *de la classe dominante pour s'unir à elle plus intimement, pour être une vraie superstructure, et non pas seulement un élément inorganique et indistinct de la structure économique* »³. Il convient, dès lors, d'effectuer un va-et-vient constant entre, d'une part, les déclarations d'intentions destinées à rassurer l'opinion quant à l'autonomie propre de la sphère intellectuelle et, d'autre part, le *procès de vie réelle* « *où justement les forces matérielles sont le contenu*



et les idéologies la forme [...], car les forces matérielles ne seraient pas concevables historiquement sans la forme et les idéologies seraient de petites lubies individuelles sans les forces matérielles »⁴.

Cette « fabrique industrielle » du consensus s'appuie de nos jours sur l'existence d'une multitude d'appareils privés dont la fonction, plus ou moins sentie et consentie par les agents qui en ont la charge, est d'assurer l'adhésion de l'opinion publique au système dominant de production-consumption. Si ces divers espaces de rencontre et de pouvoir que sont les directoires médiatiques, instituts de recherches, cercles de réflexion, *think tanks* et autres clubs de l'élite constituent assurément le cœur de la production idéologique, c'est aussi dans ces mêmes lieux que se forge la conscience collective de la classe dominante. Il s'impose, dès lors, de procéder à une description détaillée de ces officines du pouvoir, de la composition de leurs organes de décision ainsi que du profil de leurs fondateurs et membres-participants – hommes d'affaires, ministres, diplomates, militaires ou encore éditorialistes – sans jamais perdre de vue le lien étroit qui unit ces structures aux capitaux privés. En effet, disait Gramsci, si « *l'hégémonie est éthique-politique, elle ne peut pas ne pas être aussi économique, ne pas avoir son fondement dans la fonction décisive que le groupe dirigeant exerce dans le noyau essentiel de l'activité économique* »⁵.

Avant d'étudier les modalités pratiques d'application à la réalité contemporaine des concepts décrits ci-dessus, il n'est pas inutile de s'arrêter quelques instants sur la place occupée par l'État dans cette pensée. Composée d'appareils à do-

minante répressive, la *société politique* s'articule à l'État au sens étroit du terme, comprenant non seulement les forces de coercition physique que sont, entre autres, l'armée et la police, mais également les structures politico-juridiques - parlement, partis, gouvernement – à travers lesquelles la classe sociale au pouvoir assure les conditions mêmes de sa domination. En ce sens, *société civile* et *société politique*, chez Gramsci, se complèteraient dans un dispositif général d'encadrement des corps et des esprits, tout en étant opposés sur un plan strictement théorique.

À travers l'analyse du lien organique entre structure et superstructure et, au sein de cette dernière, entre *société civile* et *société politique*, la pensée gramscienne, prolongeant en ce sens l'héritage matérialiste, nous autorise à dépasser les théories politiques dominantes voyant dans l'État, tantôt, une institution « neutre » destinée à balancer les intérêts du capital et ceux du monde du travail, tantôt encore, une institution politique intervenant « abusivement » dans le prétendu libre-jeu de l'économie de marché, tantôt enfin, une institution soumise aux diktats économiques, « victime » toute désignée des multinationales et des pressions de divers « lobbies » industriels.

C'est dans ce contexte particulier que le concept d'*hégémonie* s'avère particulièrement précieux en ce qu'il articule à l'idée d'exploitation économique d'une classe par une autre, le nécessaire développement par cette dernière de multiples stratégies croisées de domination politique mais également médiatique. Ce modèle, comme tout modèle, a néanmoins ses limites. Le paradigme gramscien, à l'instar du concept althussérien d'« appareil idéologique d'État », relève d'abord

et avant tout du registre de la description théorique. Il convient dès lors de faire de cette problématique des rapports entre médias et pouvoir l'objet central d'une réflexion sociologique, articulant investigation empirique et mise en perspective critique.

Homologie, hégémonie et multipositionnalité

Si la théorie du monde social de Pierre Bourdieu n'étudie pas, explicitement du moins, le *système* comme un tout articulé en instances, elle fournit cependant de puissants concepts pour analyser précisément la stratégie hégémonique d'une classe dans sa dynamique sociale propre. Ainsi, s'il est vrai que le concept de *champ* focalise l'attention sur les spécificités de chaque univers pensé *a priori* comme espace autonome avec sa propre logique, il est pourtant une notion bourdieusienne qui permet, quant à elle, de penser l'articulation concrète entre champs médiatique, politique et économique, celle d'*homologie structurale*. Celle-ci définit le fait que la structure des différents champs particuliers reproduit la structure propre au champ des classes sociales et que, dans chaque champ étudié, se reproduit l'opposition entre un pôle dominant et un pôle dominé, ce dernier étant généralement occupé par des agents socialement inférieurs.

Par delà l'autonomie relative des univers considérés, il convient dès lors d'établir rigoureusement les correspondances entre ces champs et les liens entre les positions et les agents identifiés à des personnes ou à des collectifs. Cette démarche scientifique est rendue d'autant moins aisée que le chercheur ne peut s'en tenir aux informations émanant des diverses officines du

pouvoir dans la mesure où l'écart est très souvent important entre la nature réelle de ces institutions et l'image mystificatrice qu'elles tendent à donner d'elles-mêmes. Il convient dès lors de dépasser le statut « officiel » de certains individus dans la mesure où ceux-ci, cumulant tous les types de capitaux, sont pourvus de ce que Luc Boltanski nomme « *le don d'ubiquité sociale* »⁶.

C'est cette multipositionnalité propre à la classe dominante qui lui offre, non seulement, l'avantage exclusif de contrôler objectivement « *un nombre élevé de positions élevées avec un nombre restreint d'individus* » mais aussi d'apparaître divisée « *tout en maintenant son unité* »⁷.

C'est de cette illusion d'hétérogénéité sociale de la classe dominante que découlent aussi bien la théorie idéologiquement marquée de la « séparation des pouvoirs » que celle, apparemment hérétique, des élites au pouvoir telle que formulée par Charles Wright Mills. Celui-ci, encore marqué par l'empirisme américain et le primat de l'individu, affirmait alors sans ambages son rejet catégorique de l'expression « classe dominante » au motif que cette dernière avait « *un contenu trop chargé* » et qu'elle renfermait « *l'idée qu'une classe économique est politiquement dominante* »⁸. Le terme d'élite étant selon lui plus adéquat pour rendre compte de ce qu'il nomme les « cercles supérieurs » du pouvoir. C'est précisément l'analyse de la multipositionnalité de certains agents dans ces diverses institutions qui permet de dessiner les contours de la bourgeoisie et, dès lors, d'enrayer, un tant soit peu, sa dynamique de reproduction-domination. On peut ainsi, avec Luc Boltanski, affirmer que la théorie des élites au pouvoir participe objectivement au « *travail de*



dissimulation de la solidarité et de l'unité de classe nécessaire pour cacher aux yeux des dominés l'existence ou l'étendue du monopole de domination »⁹.

Il s'agit donc de montrer comment, parvenant à contrôler des positions dominantes dans différents univers sociaux, la grande bourgeoisie en France comme en Belgique réussit non seulement à survivre aux changements de régime ou aux crises politiques, mais comment encore elle parvient à étendre et à renforcer, à partir de sa domination dans le monde économique, sa domination dans la praxis sociale tout entière, puisqu'il apparaît, ainsi qu'Alain Bihl l'a souligné, que sa « *domination sur le premier ne peut s'approfondir qu'à la condition que s'étende sa domination sur la seconde* »¹⁰.

Bref, sans volonté consciente et permanente de manipulation, le capital économique est toujours convertible, par la trame des pratiques et médiations sociales, en capital politique sur le pouvoir d'État ainsi qu'en capital symbolique ou encore social. Contre le mécanisme, la pensée linéaire et les déterminations directes, le chercheur intéressé à cette problématique a donc à mettre à jour les réseaux de relations enchevêtrées, à montrer comment ces réseaux s'incarnent dans certains agents qui en sont comme les marqueurs et donc à corrélérer des informations et des données que la pratique ordinaire et même scientifique sépare trop souvent. On peut, en effet, penser avec Pierre Bourdieu que le « *portefeuille de liaisons* » propre à un agent social est d'autant plus important que « *les liaisons sont plus nombreuses, plus stables et plus rentables* » mais également « *mieux cachées* »¹¹.

Pour en finir avec la dissociation artificielle de l'économique et du politique

Il convient dès lors, contre la représentation trop reçue (et commode) d'un pouvoir économique indépendant des gouvernements, de penser autrement les rapports de l'État à la *société civile*. En réalité, l'État, traditionnellement représenté comme le garant du « bien commun » et de l'« intérêt général », est en lui-même le noyau idéologique central figurant la dissociation artificielle de la structure et de la superstructure, alors que c'est précisément en son sein que se réalise l'unité structure-superstructure. Ainsi, rassemblés sous la bannière consensuelle de la citoyenneté, les électeurs affichent leur fidélité à l'État représentant « *par définition la totalité de la population formée de citoyens individuels et égaux, abstraction faite de sa distribution en classes [...]* Cette séparation de l'économique et du politique est donc constamment présentée et représentée aux masses comme l'incarnation suprême de la liberté [...]

»¹². En ce sens précis, l'image dominante de l'État est bien une pièce maîtresse de l'idéologie. Louis Althusser ne dit pas autre chose lorsqu'il met en évidence le caractère factice de la distinction privé-public des appareils idéologiques qui ne concerne que leur personne juridique et non leur fonction objective d'*appareil d'État* qui consiste, toujours selon lui, à « *s'aligner sur la politique de l'État bourgeois, et répandre, avec les variantes convenables à leur public respectif, les grands thèmes de la messe idéologique perpétuelle de l'État bourgeois, ceux de l'Idéologie d'État* »¹³. C'est pour cette raison que le chercheur ne peut exclure de ses investigations les entreprises de l'audiovisuel public au motif que celles-ci seraient

« au service du public » et non des intérêts privés.

C'est cette leçon de l'Histoire qui fait aujourd'hui défaut dans l'analyse dominante du mouvement altermondialiste lorsqu'il distingue d'un côté le marché, la finance et le privé et, de l'autre, l'État, le politique et le public. Dans le débat contemporain sur ladite « globalisation », l'idée centrale qui sous-tend très souvent le propos est bien, en effet, celle d'un personnel politique qui aurait, victime de la « mondialisation néo-libérale », failli à son rôle de garant du bien commun. Investi en quelque sorte d'une neutralité institutionnalisée, l'État ne pourrait donc y échapper sauf à trahir, par la pratique, la « mission sociale » qu'il est censé, en théorie, incarner. C'est bien dans ces termes que pensent aujourd'hui certains représentants de l'altermondialisme relayés, dans leurs analyses, par une partie des grands médias. Michel Barrillon a ainsi montré comment le discours au sein d'un mouvement comme Attac relève, très clairement, d'un fétichisme politique qui trouve à s'exprimer dans « *la référence incantatoire à la citoyenneté, la sacralisation de la taxe Tobin et de l'intérêt général, et le constant souci de rappeler les hommes politiques à leurs devoirs d'intérêt général* »¹⁴.

Les plus lucides objecteront à raison que cette unité de l'État et de l'économie, plus particulièrement la fusion du personnel politique et des « puissances d'argent » n'est pas chose neuve. Certes, la complicité structurelle de ces agents n'est pas née avec la « globalisation ». Mais c'est précisément parce que dans leurs déclarations d'intentions les forces politiques dominantes ne cessent de proclamer leur autonomie et, parallèlement, qu'une fraction des « alter-mondialistes »

a elle aussi décidé de participer à ce sens commun, qu'il est nécessaire de rappeler et de démontrer, Gramsci à l'appui, le caractère mystificateur de ces analyses. Que les mesures économiques et sociales qui continuent d'avoir cours aujourd'hui soient d'inspiration libérale – célébration du discours libre-échangiste, attaques en règle du secteur public, glorification des libéralisations et des privatisations etc. – il ne fait guère de doute là-dessus. De là à faire du « politique » le défenseur du bien social contre la marée montante des « ogres financiers », il y a un pas que nous ne franchirons pas, celui qui sépare le fétichisme de l'État des néo-keynésiens de l'analyse rigoureuse et scientifique du capitalisme contemporain. En réalité, si les capitaux, concentrés dans les mains d'une élite, circulent aux quatre coins du globe, il faut bien admettre, avec Michel Husson, que « *les bourgeoisies restent au pays et leurs intérêts concrets de groupes sociaux s'affirment sous forme de lois, de normes qui sont édictées au niveau national* »¹⁵. Bref, l'État continue de consacrer et d'organiser le procès d'accumulation.

En conclusion, l'analyse de l'imbrication croissante entre champs économique, politique et idéologique ne se réduit pas à la description des réseaux de collusion qui, « *toujours plus ou moins invisibles et même occultes* », autorisent, comme le dit fort justement Jacques Bouveresse, à « *remplacer largement la sociologie réelle des relations de pouvoir et de domination [...] par la spéculation et la reproduction de rumeurs et de bruits de couloir qui n'ont pas à être contrôlés* »¹⁶. Il s'agit plus fondamentalement de dessiner, sous l'aspect d'une épure structurelle, les formes qu'épouse aujourd'hui l'hégémonie de la



classe dominante et de déterminer l'apport de l'institution médiatique à cette dynamique. C'est à cette seule et unique condition que l'on pourra confirmer la thèse gramscienne de l'hégémonie et déterminer les médiations garantissant « *dans des registres divers et sous des formes parfois méconnaissables* », à suivre Alain Accardo, « *l'accomplissement de la logique de classe dans le champ considéré* »¹⁷.

N · O · T · E · S

1. Christine Buci-Glucksmann, « Bloc historique », dans Georges Labica et Gérard Bensussan (sous la dir. de), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, PUF, 1999, pp. 102-104.
2. Pierre Severac, « Intellectuels », dans *ibid.*, pp. 601-604.
3. Antonio Gramsci, cité par Hugues Portelli, *Gramsci et le bloc historique*, Paris, PUF, 1972, p. 104.
4. Idem, p. 63.
5. Idem, p. 72.
6. Luc Boltanski, « L'espace positionnel. Multiplicité des positions institutionnelles et habitus de classe », dans *Revue française de sociologie*, XIV, 1973, pp. 3-26.
7. Idem, p. 25.
8. Charles Wright Mills, *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspero, 1969, p. 284.
9. Luc Boltanski, *op.cit.*, p. 25.
10. Alain Bihr, *Entre Bourgeoisie et Proletariat. L'encadrement capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 75-76.
11. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État*, Paris, Minuit, 1989, p. 516.
12. Perry Anderson, *Sur Gramsci*, Paris, Maspero, 1978, pp. 46-47.
13. Louis Althusser, *Sur la reproduction*, Paris, PUF, 1995, p. 112.
14. Michel Barrillon, *Attac, encore un effort pour réguler la mondialisation !?*, Castelnau-le-Lez, Éditions Climats, p. 131.
15. Michel Husson, « Le fantasme du marché mondial », texte à paraître dans la revue *Contretemps*.
16. Jacques Bouveresse, *Bourdieu, savant et politique*, Marseille, Agone, 2003, p. 16.

17. Alain Accardo, *Introduction à une sociologie critique. Lire Bourdieu*, Bordeaux, Le Mascaret, 1997, p. 254.